

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE  
MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE A L'OCCASION DE  
L'ANNONCE DE LA CONVOCATION DU  
DIALOGUE POLITIQUE NATIONAL  
INCLUSIF**

*Le 28 novembre 2015*

## **Mes chers Compatriotes,**

Il y a près de six mois, J'avais résolu de consulter la classe politique, Opposition comme Majorité, la Société Civile, l'Autorité coutumière, ainsi que le Congo profond par l'entremise des Gouverneurs de province.

J'ai pris aussi le temps de consulter les Institutions de la République, au nombre desquelles la représentation nationale et provinciale à travers les Députés et Sénateurs, le Gouvernement ainsi que les Chefs de toutes les Institutions de la République.

Et pour cause ?

Chaque jour qui passe, des divergences profondes d'opinions apparaissent sur la scène politique nationale au point de menacer aussi bien l'édifice de notre jeune démocratie que l'unité et la stabilité du pays.

Elles portent sur des questions politiques diverses comme la nouvelle organisation territoriale du pays mais particulièrement sur quelques points relatifs au processus électoral, déjà évoqués dans mon message du 29 juin de cette année, notamment :

---

1. Le fichier électoral. Ce dernier soulève en effet, une série d'interrogations sur sa fiabilité et son inclusivité. Autant rien ne garantit à ce jour que tous les Congolais en âge de voter sont inscrits sur les listes électorales, comme en témoigne notamment la problématique de nouveaux majeurs, des Congolais de l'étranger, des déplacés ou réfugiés retournés dans leurs milieux de résidence, autant rien n'atteste que tous ceux qui sont inscrits le sont légitimement ou même détiennent la nationalité congolaise.

La levée consensuelle de certaines options à ce sujet, s'impose : aller aux élections en se basant sur un fichier imparfait, avec pour conséquence, des contestations prévisibles qui en résulteront, ou régler ces imperfections en amont de tout processus et réduire au maximum, en conséquence, les risques redoutés.

2. Quant au calendrier électoral, il en existe un, certes, voulu global, incluant l'organisation des élections à tous les niveaux. Seulement, il est rendu non opérationnel à ce jour suite aux multiples voix discordantes au sein de la classe politique.

Les divergences, à ce propos, n'ont jamais été réglées également, au point que les premiers scrutins prévus en octobre dernier n'ont pu avoir lieu.

---

### 3. S'agissant de la sécurisation du processus électoral,

Il est de notoriété publique que les élections de 2006 tout comme celles de 2011, ont été émaillées de beaucoup de violence dans quelques circonscriptions électorales.

- Pour preuve, en 2006, la plus haute juridiction du Pays, la Cour Suprême de Justice avait été incendiée.
- A la suite toujours du même scrutin, en 2007, une guerre a éclaté en pleine ville de Kinshasa, faisant plusieurs morts du fait de la non acceptation des résultats électoraux.
- La même situation ou presque, s'est reproduite en 2011 où des violences ont encore éclaté, à Kinshasa et dans quelques villes et localités du pays, avant, pendant et après le scrutin du fait des altercations entre militants des partis politiques rivaux.

Au-delà donc de la sécurisation physique et matériel des candidats et des électeurs, le problème qui se pose à ce niveau, est celui du rôle que devrait jouer la classe politique et chacun de nous dans la promotion d'un environnement favorable à un processus électoral apaisé. Dans quel état d'esprit doit-on, en effet, aller aux élections ?

---

Doit-on brûler le pays parce qu'on a perdu une élection ou l'exposer à des revendications violentes, du reste condamnables, de la part de ceux de nos compatriotes qui se retrouveraient privés injustement de l'exercice de leurs droits civiques et politiques ?

La question reste posée.

4. le financement du processus électoral nous impose aussi une réflexion profonde.

En effet, à ce jour, la CENI a communiqué à toutes les parties prenantes au processus électoral un budget équivalent en Francs Congolais à un milliards deux cents millions de dollars américains pour financer l'ensemble du processus électoral.

Pour l'année 2016, le Gouvernement a prévu dans le projet de loi des Finances, une enveloppe équivalente à cinq cents millions de dollars, soit moins de la moitié du budget précité et avec pour contrainte de débloquer plusieurs dizaines de millions de dollars par mois.

Ce que la capacité de mobilisation actuelle des recettes ne permet pas.

Comment résoudre un tel dilemme ? Ne peut-on pas engager, dès à présent, une réflexion sur un système électoral avec des modalités de vote peu coûteuses, comme c'est le cas dans d'autres pays ?

---

Comment allier deux impératifs majeurs, à savoir : la démocratie et le développement et éviter que le processus électoral ne soit en conflit ouvert avec nos efforts de développement ?

Ensemble, il nous faut lever des options à la fois courageuses et pragmatiques sur les réformes qui s'imposent sur tous ces sujets relatifs à la gouvernance électorale de notre pays.

5. Enfin, le rôle des partenaires extérieurs dans le processus électoral, mérite d'être examiné et clarifié.

Comment rendre en effet, la contribution des partenaires compatible avec le respect de nos Lois et de notre souveraineté, partant de l'idée que les élections sont d'abord une question de politique interne et donc une affaire de souveraineté à l'instar de ce qui se passe dans tous les pays du monde ?

Comment éviter que l'apport extérieur attendu n'ouvre grandement la porte à un droit d'ingérence ou d'interférence dans nos affaires intérieures ?

Nous devons ici aussi, lever des options ensemble, sur ce qui est compatible aussi bien avec l'intérêt national qu'avec le principe d'interdépendance dans un monde globalisé.

## **Mes chers Compatriotes ;**

S'il y a cinq mois, nous pouvions encore avoir des doutes ou des hésitations sur ce qu'il convenait de faire en vue de venir à bout de tous ces sujets de préoccupation, aujourd'hui, après toutes les consultations menées, et après avoir donné du temps aux pessimistes et à tous ceux qui se sont prononcés contre le Dialogue de proposer des voies alternatives crédibles, au-delà des affirmations péremptoires de rejet par principe de ce que le bon sens commande, nous en sommes arrivés à la conclusion que seul le dialogue peut, une fois de plus, permettre à notre Nation de prévenir une crise pouvant surgir du fait de la non résolution, en toute responsabilité, des problèmes posés.

Ce dialogue s'impose à nous.

C'est en effet, à travers un consensus responsable que nous pourrions donner une chance à la relance de notre processus électoral, en lui conférant toutes ses lettres de noblesse, à savoir : la conformité aux standards internationaux notamment, sa crédibilité, son inclusivité et surtout son apaisement.

C'est aussi à travers cette voie que nous garantirons la stabilité et la paix chèrement acquises, avant, pendant et après ce processus, par-delà nos divergences d'opinion.

---

C'est seulement de cette façon que nous assurerons enfin, notre héritage commun : la République Démocratique du Congo, toujours exposée, hier comme aujourd'hui, à une menace constante de déstabilisation.

Ainsi, après avoir recueilli vos avis directement et à travers ceux qui ont porté vos préoccupations aux consultations, Mes chers Compatriotes, J'ai décidé ce jour, de la convocation d'un Dialogue Politique National Inclusif, et de la mise en place subséquente, d'un Comité Préparatoire pouvant régler tous les aspects liés à son organisation matérielle.

Aussi, ai-Je décidé de prendre des mesures individuelles de grâce et d'ordonner au Gouvernement d'agir dans le même sens conformément à ses compétences, en vue de pacifier les esprits à cet effet.

Enfin, la tâche de la co-modération de ces assises pourra bénéficier de l'accompagnement d'une facilitation internationale qui aura à offrir ses bons offices, en cas de difficulté majeure.

### **Chers Compatriotes,**

Je ne doute pas un seul instant que vos délégués à ce Forum pourront s'assumer, en échangeant librement, en toute fraternité et franchise, sur toutes les questions vitales qui vous préoccupent, conscients du devoir de leurs charges, lié au destin de notre Nation.

---



Vivement, Je souhaite que la Nation tout entière accompagne les différents délégués à ce Dialogue national par des conseils avisés et surtout, par des prières ferventes, en ce moment particulier de l'histoire de notre pays, afin qu'il en sorte des résolutions qui rassurent et engagent le pays dans un avenir radieux, à la hauteur de nos espérances communes.

Vivement, Je lance un appel ultime à ceux qui hésitent encore, de répondre à l'appel pathétique de la Patrie.

Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo.

**Mes Chers Compatriotes,**

Je vous remercie.

---